

Suisse : DM-échange et mission s'engage dans la réciprocité

DM-échange et mission, l'équivalent du Défap pour les Églises protestantes de Suisse romande, a tenu le 17 novembre son Synode missionnaire (équivalent d'une Assemblée générale) : une réunion qui a vu les premiers résultats d'une réflexion approfondie lancée depuis de nombreux mois sur le futur de l'organisation. S'appuyant sur le constat que le «centre de gravité du christianisme s'est déplacé au Sud», ce 117ème Synode missionnaire, après un intense débat, a décidé à une large majorité de soutenir une nouvelle vision, dite de «réciprocité». Avec trois thématiques porteuses : la formation théologique, le développement rural, l'éducation.



Les membres du Conseil de DM-échange et mission © DM-échange et mission

C'est par une question aux délégué-e-s qu'Étienne Roulet, président du Conseil de DM-échange et mission, a débuté le 117ème Synode missionnaire. « Quel type de fraternité à l'échelle du monde voulons-nous manifester et vivre aujourd'hui ? » À cette question, le Conseil

apporte ses éléments de réponse par le biais des orientations stratégiques 2020 qu'il porte au vote ce jour et dont un élément clé est la réciprocité.

Pour DM-échange et mission, cette direction s'appuie sur le constat que le «centre de gravité du christianisme s'est déplacé au Sud». Les Églises du Nord pourraient bénéficier de forces renouvelées en recevant le témoignage et le soutien des Églises du Sud.

Pour aller plus loin :

- [Le site de DM-échange et mission, département missionnaire des Églises de Suisse romande](#)
- [Échos du 116ème Synode missionnaire de DM-échange et mission](#)
- [«La mission de partout vers partout : les temps sont-ils mûrs ?»](#)
- [Medias-pro](#)
- [RTSreligion](#)

Le Synode missionnaire, après un intense débat, a décidé à une large majorité de soutenir une nouvelle vision. Cette vision, dite de réciprocité, poursuit la solidarité des Églises du Nord envers celles du Sud mais il est reconnu également que ces dernières sont porteuses de richesses pouvant soutenir la mission des Églises au Nord.

Dans un contexte de profonds changements tant sociétaux qu'ecclésiaux, DM-échange et mission annonce ainsi clairement son identité future. Trois thématiques porteuses se dégageront désormais des projets soutenus

dans douze pays d'Afrique, de l'Océan Indien, du Moyen-Orient et d'Amérique latine et également en Suisse :

- la formation théologique,
- le développement rural,
- l'éducation, ces deux dernières permettant un lien fort avec la société civile.

Fort d'une longue expérience dans l'envoi de personnes à moyen et long terme, DM-échange et mission confirme sa volonté de poursuivre et intensifier cet aspect de son mandat en l'intégrant à cette vision de réciprocité.

Durant l'année 2019, le travail de mise en œuvre de cette nouvelle orientation s'organisera, notamment par le dialogue avec l'ensemble des partenaires, la planification financière et la réorganisation interne du secrétariat.

En complément, retrouvez ci-dessous une interview de [Michel Kocher](#), journaliste et directeur de Medias-pro, l'un des trois partenaires de RTSreligion, le service des émissions religieuses à la Radio télévision suisse.

Cameroun : le Cepca à la rencontre du protestantisme français

Du 24 novembre au 4 décembre, le Secrétaire général et le responsable de la Communication du Conseil des Églises protestantes du Cameroun (Cepca) sont en visite en France. Leurs objectifs

: évoquer des thèmes cruciaux pour le Cameroun, comme la crise anglophone, avec le Défap et la Fédération protestante de France ; et favoriser un rapprochement des diverses Églises camerounaises en France, notamment en organisant un culte commun, prévu le 2 décembre au sud de Paris.



*La façade du bâtiment du Cepca à Yaoundé, où il
voisine avec l'Upac © Cepca*

Le Cameroun est un pays dans lequel le protestantisme a laissé une empreinte profonde. Les missions protestantes s'y sont succédé du XIXème au XXème siècle, venues des États-Unis, des divers pays d'Europe – ce qui inclut la SMEP, la Société des Missions Évangéliques de Paris, l'ancêtre du Défap. Les protestants ont construit les premières écoles, les premiers hôpitaux, la première université : l'Université protestante d'Afrique centrale (l'Upac), à Yaoundé. S'ils ne sont plus majoritaires, les protestants représentent encore aujourd'hui 26% de la population, le catholicisme étant à 40%, et

l'islam à 20%. Les communautés protestantes les plus représentées sont les évangéliques, les baptistes, les presbytériens et les luthériens.

Dans ce pays où la vie religieuse est très active et très présente dans l'espace public, le Conseil des Églises protestantes du Cameroun (le Cepca) représente onze Églises luthériennes, réformées, baptistes et anglicanes. Anciennement nommé Fédération des Églises et Missions évangéliques du Cameroun (Femec), il est l'un des principaux partenaires du Défap dans le pays. Il représente, à travers ses diverses Églises membres, plus de 9 millions de fidèles, 10.000 temples (paroisses et lieux de cultes), environ 15.000 pasteurs, évangélistes et catéchistes ; ainsi que plus de 400 structures hospitalières (40% des hôpitaux camerounais sont des structures confessionnelles), et près de 1600 écoles.

Du 26 novembre au 2 décembre, deux représentants du Cepca sont en visite en France : il s'agit de son Secrétaire général, le pasteur Paul Ngando Mbende, et de son responsable de la Communication, le pasteur Gustav Ebai Tabi. Ils se sont entretenus lundi avec Jean-Luc Blanc, Secrétaire général du Défap, avant de rencontrer mardi François Clavairolly, Président de la Fédération protestante de France. Rencontres et

entretiens.

Quels sont les principaux objectifs de votre visite en France ?

Pour aller plus loin :

- [Cameroun : fiche pays et actualités du Défap](#)
- [La page Facebook du Cepca](#)
- [Le compte Twitter du Cepca](#)
- [Cameroun : la mosaïque des protestantismes](#)
- [Cameroun : échos de l'AG du Cepca](#)
 - [Profession : sauveteurs d'hôpitaux](#)
 - [Cameroun : un voyage pour renouer trente ans de liens solidaires](#)
 - [Cameroun : un voyage, des rencontres, et des projets solidaires](#)

Pasteur Paul Ngando Mbende, Secrétaire général du Cepca : Le bureau exécutif du Cepca ayant été renouvelé depuis le mois de mai 2018, il était indispensable de renouer les contacts avec nos partenaires. La venue au Cameroun du Secrétaire général du Défap, le pasteur Jean-Luc Blanc, a été pour nous le facteur déclencheur qui nous a décidés à lancer ces visites. Nous sommes à Paris depuis le samedi 24 novembre ; notre première rencontre a eu lieu ce lundi, au Défap. Nous

avons eu l'occasion d'évoquer avec Jean-Luc Blanc l'évolution de la crise anglophone au Cameroun ; le plan stratégique du Cepca pour la période 2017-2021, notamment sur les questions des migrations et de la santé ; ainsi que les moyens de permettre un rapprochement des protestants camerounais présents en France, afin de faciliter le dialogue avec le Défap et la Fédération protestante de France.

En ce qui concerne la crise anglophone, en quoi se manifeste l'implication des Églises ?

Pasteur Gustav Ebai Tabi, Secrétaire Exécutif chargé du Département de l'Information et de la Communication : Les divers milieux religieux ont élaboré des actions de plaidoyer communes au sujet de la crise. Protestants, catholiques, musulmans, orthodoxes travaillent ensemble, appellent tous à une cessation des violences et à une reprise des activités normales dans les écoles, qui ont été visées par des prises d'otages. Pour nous tous, cet arrêt des violences est un préalable indispensable avant toute reprise des discussions. Et beaucoup de gens au Cameroun comptent sur cette implication des leaders religieux, sans qu'ils prennent parti, pour aider à retrouver une atmosphère de paix. Ainsi, à l'occasion de la Journée internationale

de la Paix, nous avons organisé tous ensemble une cérémonie commune, en y invitant des représentants de la société civile, de l'armée, du gouvernement, de la sphère religieuse...

Qu'attendez-vous du protestantisme français sur ce sujet ?

Paul Ngando Mbende : C'est un sujet complexe et nous sommes encore en train de jeter les bases pour voir comment le protestantisme français, à travers le Défap et la Fédération protestante de France, peut manifester sa solidarité. Cette visite doit justement y contribuer.



À gauche, le Secrétaire général, le pasteur Paul Ngando Mbende ; à droite, le pasteur Gustav Ebai Tabi, Secrétaire Exécutif chargé du Département de l'Information et de la Communication

Quels sont vos objectifs en matière de santé ?

Gustav Ebai Tabi : Un des projets que nous avons évoqués avec le Secrétaire général du Défap, c'est la création d'une centrale d'approvisionnement en médicaments essentiels. C'est un thème qui nous tient à coeur et qui est très important pour nous, sachant que la santé est un département très développé au sein du Cepca : les diverses Églises membres du Cepca gèrent un total de 38 hôpitaux et 380 centres de santé. Or, trop souvent, les médicaments qui sont importés au Cameroun sont des génériques qui viennent d'Asie, et ne sont pas toujours efficaces...

Qu'envisagez-vous en direction des Églises camerounaises de France ?

Paul Ngando Mbende : Nous avons pour but de promouvoir un rapprochement de ces diverses Églises, qui sont très diverses, notamment en organisant un culte commun. Le but étant de permettre au Défap et à la FPF d'avoir des interlocuteurs bien identifiés au sein des Églises camerounaises, pour faciliter les contacts. Ce culte commun est prévu le 2 décembre à Issy-les-Moulineaux. Le Défap a accepté d'accueillir une réunion de pasteurs qui doit permettre de l'organiser. Nous espérons jeter des

jalons afin de construire un petit groupe qui assurerait à la fois le rôle d'interface avec le Cepca, et d'interlocuteur pour le protestantisme français.

Dans quel autre domaine visez-vous à vous rapprocher du protestantisme français ?

Gustav Ebai Tabi : Nous recherchons des partenariats en termes d'information et de communication. Nous avons une radio, Protestant Voice Radio (PVR), un journal, *Regards Protestants*, un centre de ressources qui est riche en archives... Nous avons aussi développé un projet «Jeunesse et communication de paix» : il s'agit de former des jeunes dans des quartiers défavorisés pour qu'ils produisent des émissions de radio sur ce qu'il se passe près de chez eux...

Propos recueillis par Franck Lefebvre-Billiez

«Jeûne pour le climat»

: le texte de l'appel diffusé avant la COP24

«Sortir de la fascination du désastre, témoigner de la capacité humaine au changement» : c'est ce qu'espère produire une initiative lancée par quatre personnalités protestantes, Alexandra Breukink, Natacha Cros-Ancey, Marion Muller-Colard et Martin Kopp. Tous quatre ont diffusé un appel en faveur d'un nouveau «Jeûne pour le climat», alors que doit s'ouvrir le 3 décembre en Pologne la 24ème conférence internationale sur le climat, qui doit préciser les termes de l'Accord de Paris sur le climat signé en 2015.



Jeûner, c'est prendre soin de soi, des autres et de notre environnement. Prendre soin de soi en offrant à son corps et son esprit un temps différent. Prendre soin des autres en témoignant de notre capacité à nous limiter pour une meilleure répartition des ressources. Prendre soin de ce que certains appellent nature, d'autres création, en nous montrant capables de résister à l'avidité encouragée par nos sociétés de consommation.

Jeûner pour le climat, c'est répondre à l'alerte lancée par le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et interpeller les citoyens et les gouvernements à l'occasion de la COP24 :

Oui, nous avons entendu qu'il est à la fois urgent et possible d'agir pour limiter le réchauffement climatique en cours. Continuant à évoluer sur sa trajectoire actuelle, il engagerait à court terme des dérèglements dévastateurs et irréversibles pour l'ensemble du vivant.

Pour aller plus loin :

- [Un «jeûne pour le climat» relancé avant l'ouverture de la COP24](#)
- [Jeûnons ensemble pour le climat : le site de l'initiative française](#)
- [Chrétiens unis pour la terre](#)
 - [Le site du Sommet interreligieux sur le changement climatique \(appel de 2014\)](#)
- [« Marche pour le climat : des centaines de milliers de personnes dans le monde » \(article et photos sur le site de la FPF\)](#)
- [Un jour de jeûne pour la justice climatique : article sur le site du Défap \(archives\)](#)
- [L'Eglise Catholique de France se joint à l'initiative inter-religions pour un « jeûne climatique »](#)
- [« Ce que l'écologie française doit au protestantisme » : article de La Croix sur le site de La Maison Verte](#)
- [Croyants de tous les pays, jeûnez pour sauver le climat \(article du journal Le Monde\)](#)
- [Un jour de jeûne par mois « contre l'injustice climatique » \(article de Libération\)](#)

Oui, nous avons conscience que les conséquences du dérèglement climatique pour

l'humanité touchent et toucheront d'abord les populations les plus vulnérables. Chacun et tous devons nous mobiliser pour prévenir les injustices et les violences locales qui sont le résultat d'une irresponsabilité collective.

Oui, nous avons une plus belle ambition que celle de « tirer notre épingle du jeu » : que la crise que nous traversons à une échelle inédite soit l'occasion d'une transformation positive de l'humain, conscient d'appartenir à un monde, à une histoire, à une communauté avec lesquels il interagit pour le meilleur et non plus pour le pire.

Jeûner pour le climat, c'est saisir l'occasion de réfléchir à notre manière d'habiter le monde et de décider de changements concrets dans nos modes de vie (choisir, par exemple, de manger, se déplacer, ou consommer autrement).

Jeûner ensemble, c'est rassembler des femmes et des hommes de tous horizons, d'appartenance confessionnelle ou non,

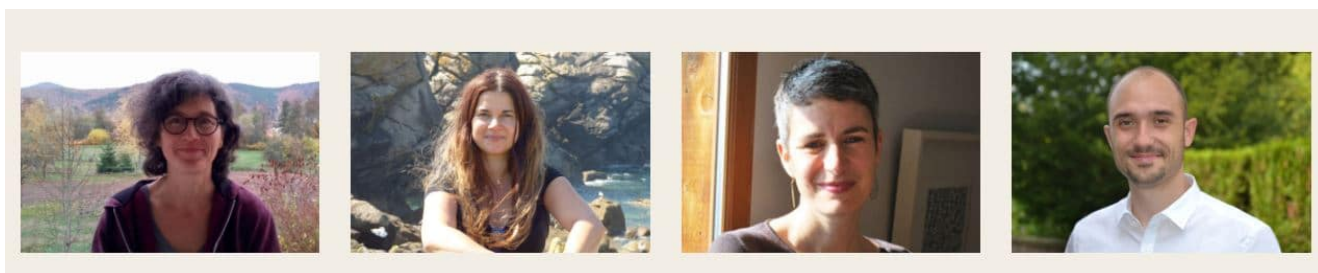
militants ou non, autour d'une pratique ancestrale et d'une identité commune : habitants d'un monde en surchauffe, en résistance devant la fatalité et en espérance pour un changement au bénéfice de tous.

Jeûner pour le climat, c'est sortir de la fascination du désastre, témoigner de la capacité humaine au changement, à la solidarité avec sa propre espèce et l'ensemble du vivant et encourager les gouvernements à faire des enjeux climatiques le point giratoire de leur politique.

Rendez-vous le vendredi 30 novembre, samedi 1er décembre et dimanche 2 décembre, jour d'ouverture de la COP24. Jeûnons un jour ou plusieurs. Jeûnons seul ou en groupe. Jeûnons de nourriture ou d'autre chose (de sa voiture, de son smartphone, etc.). Et pourquoi ne pas rompre son jeûne par un repas joyeux, qui célèbre nos engagements actuels et à venir ? Proposons et rejoignons des événements locaux de jeûne et/ou de repas de rupture partout en France, grâce au

site : jeunepourleclimat.net.

Cet appel est signé par plus de 90 personnalités venues de tous les horizons, dont l'écrivain Emmanuel Carrère, le philosophe et écrivain Alexandre Jollien, Radia Bakkouch, présidente de Coexister, Véronique Fayet, présidente du Secours catholique, ou encore Olivier de Schutter, ancien rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation et membre du comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU.



Les quatre personnalités à l'origine de cet appel : de gauche à droite, Alexandra Breukink, Natacha Cros-Ancey, Marion Muller-Colard et Martin Kopp

Un «jeûne pour le climat» relancé avant l'ouverture de la COP24

À l'approche de la 24ème conférence internationale sur le climat, la COP24, qui doit s'ouvrir le 3 décembre en Pologne, à Katowice, plusieurs personnalités protestantes engagées pour la défense de l'environnement relancent un appel à jeûner pour le climat. Une initiative qui avait déjà vu une mobilisation internationale importante, dans la foulée d'un appel de la Fédération luthérienne mondiale, en amont des COP20 et 21. Les préoccupations environnementales ne

sont plus du seul ressort des militants écologistes ou des politiques : les milieux d'Églises manifestent ainsi régulièrement leurs préoccupations pour la sauvegarde de la création.

Une Terre bleue, où des bouffées de chaleur apparaissent parfois en jaune ou rouge : une Terre qui, au fil du temps et des années, vire peu à peu à un bleu plus pâle, puis à une couleur dorée presque uniforme... Et bientôt, la couleur dominante vire au cuivre. Ce

pourrait être un cauchemar de science-fiction. Ce n'est qu'une des multiples animations disponibles aujourd'hui et qui transcrivent sous forme de graphiques ou de mises en images frappantes les résultats d'études scientifiques sur l'évolution du climat. Celle-ci fait partie d'un ensemble de vidéos mises en ligne par la Nasa [sur sa page Youtube](#), et qui ont toutes pour but de synthétiser les observations réalisées dans de multiples domaines et de multiples régions sur les changements climatiques. Il ne s'agit en rien d'une projection, qui pourrait présenter une vision catastrophiste d'un futur lointain : c'est tout simplement la compilation de données recueillies entre les années 1880 et 2017 sur les anomalies de températures observées dans le monde.

Et les scientifiques ne sont plus les seuls à alerter sur les effets des changements climatiques. Les humanitaires s'y sont mis aussi. «Oui, le changement climatique est un problème humanitaire», affirme [un article de l'agence IRIN News](#), service d'information et d'analyses humanitaires (IRIN étant un acronyme en anglais pour l'expression : «Integrated Regional Information Networks», un réseau créé en 1995 et qui était à l'origine lié au Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU). «Le changement climatique n'est plus perçu comme une menace future: la réalité nous frappe aujourd'hui», poursuit le même article, signé de Maarten van Aalst, Directeur du Centre climat de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. «En août, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

(IFRC) a signalé que des millions de personnes étaient menacées par les sécheresses à travers le monde qui affectaient la production alimentaire.»

«Les conséquences - seront gravissimes»

Pour aller plus loin :

- [«Jeûne pour le climat» : le texte de l'appel diffusé avant la COP24](#)
- [Jeûnons ensemble pour le climat : le site de l'initiative française](#)
 - [Chrétiens unis pour la terre](#)
- [Le site du Sommet interreligieux sur le changement climatique \(appel de 2014\)](#)
 - [« Marche pour le climat : des centaines de milliers de personnes dans le monde » \(article et photos sur le site de la FPF](#)
 - [Un jour de jeûne pour la justice climatique : article sur le site du Défap \(archives\)](#)
- [L'Eglise Catholique de France se joint à l'initiative inter-religions pour un « jeûne climatique »](#)
- [« Ce que l'écologie française doit au protestantisme » : article de La Croix sur le site de La Maison Verte](#)
- [Croyants de tous les pays, jeûnez pour sauver le climat \(article du journal Le Monde\)](#)
 - [Un jour de jeûne par mois « contre l'injustice climatique » \(article de Libération\)](#)

Sur le plan politique, les rencontres internationales piétinent. En témoignent les frustrations exprimées à chaque Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), des réunions plus connues du grand public sous l'abréviation «COP» : la COP21, en 2015, s'était tenue à Paris et s'était achevée par un accord international sur le climat, applicable à tous les pays ; un accord alors validé par tous les pays participants, qui fixait comme objectif une limitation du réchauffement mondial entre 1,5°C et 2°C d'ici 2100. Mais son application a depuis été bloquée, notamment par les États-Unis qui, à la suite de l'élection de Donald Trump, ont décidé de réexaminer leur position dans ce dossier. La COP24, censée préciser les règles d'application de l'accord de Paris, doit se tenir à

partir du 3 décembre en Pologne, à Katowice. À quelques jours de son ouverture, Laurent Fabius, qui fut président de la COP21, a lancé un appel «impérieux» [dans les colonnes du Journal du Dimanche](#). «J'ai, avec d'autres, sonné l'alerte rouge, écrit l'actuel président du Conseil constitutionnel. Sans un ensemble de mesures urgentes, puissantes et convergentes, nous courons le risque de perdre la course engagée contre le réchauffement. Les conséquences seront gravissimes, comme le laisse présager la multiplication des catastrophes auxquelles on assiste et qui n'épargnent aucune région du monde.»

Alors que les conséquences des changements climatiques, de la déforestation, de l'épuisement des ressources naturelles font peser des menaces sur l'avenir de toute

l'humanité, et notamment des plus fragiles, les questions environnementales ne sont plus du seul ressort des spécialistes ou des militants écologistes. Les Églises s'en sont également saisies, aux côtés de nombreux mouvements citoyens. Si elles ne militent pas directement en faveur du climat, elles manifestent bien souvent, à travers leurs activités, leurs projets, des préoccupations fortes concernant la sauvegarde de la création. C'est ainsi le cas du Défap, qui a contribué à la création du [Secaar](#), réseau de 18 Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe, lequel s'est fixé comme vocation «de rétablir l'Homme et la Création dans son intégrité» ; le Défap soutient aussi des [projets associant sauvegarde de la création et lutte contre l'exclusion et la pauvreté](#), comme, en Tunisie,

l'association Abel Granier, qui a mis au point des techniques de réhabilitation des sols, ou au Maroc, l'ALCESDAM, qui aide à la sauvegarde de palmeraies, luttant contre l'avancée du désert et permettant aux paysans de mieux vivre sur place au lieu de devoir s'expatrier...

«Rendez-vous Le vendredi 30 novembre»

Cette mobilisation des Églises pour le climat avait été particulièrement spectaculaire en amont de la COP20 et de la COP21. Marche pour le climat, mobilisations dans les rues avant le début de la conférence de Lima... L'une des mobilisations les plus importantes, à la fois sur la durée et par la diversité des chrétiens engagés partout dans le monde, s'était traduite à

travers le jeûne pour le climat. Il faisait suite à un appel lancé par la Fédération luthérienne mondiale qui avait inauguré, début 2014, un mouvement mondial se traduisant par une journée mensuelle de jeûne. Cet appel s'inscrivait lui-même dans le fil d'une initiative inaugurée lors de la conférence internationale de Varsovie sur le climat.

Alors qu'en cette année 2018, la Pologne accueille de nouveau la prochaine réunion, en France, diverses personnalités protestantes ont décidé de [relancer le «jeûne pour le climat»](#), avec le soutien actif de [l'Église protestante unie de France](#) (EPUdF) et de [l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine](#) (UEPAL), toutes deux membres du Défap. Le site international «fastfortheclimate» n'existe plus et les mobilisations

communes se sont faites plus discrètes, mais dans le monde religieux, les initiatives en faveur du climat sont toujours présentes. [Chrétiens unis pour la Terre](#) appelle ainsi, à partir de samedi 1er décembre, à 24h de prière pour le climat.

Le nouvel appel français à un «jeûne pour le climat» à l'occasion de l'ouverture de la COP24 est dû à deux pasteures de l'UEPAL, Alexandra Breukink et Natacha Cros-Ancey, à Marion Muller-Colard, théologienne, docteure en théologie protestante de l'Université de Strasbourg, et à Martin Kopp, qui préside la commission écologie / justice climatique de la Fédération protestante de France. Il participa notamment aux COP19, COP20 et COP21. «Rendez-vous le vendredi 30 novembre, samedi 1er décembre et dimanche 2 décembre, jour d'ouverture

de la COP24», exhortent ces quatre personnalités dans un appel commun, [relayé par l'hebdomadaire protestant Réforme](#) et signé par plus de 90 personnalités de tous horizons. «Jeûner pour le climat, c'est sortir de la fascination du désastre, témoigner de la capacité humaine au changement, à la solidarité avec sa propre espèce et l'ensemble du vivant et encourager les gouvernements à faire des enjeux climatiques le point giratoire de leur politique.»

Franck Lefebvre-Billiez



Madagascar : les incertitudes de l'entre-deux-tours

À Madagascar, le second tour de la présidentielle devrait voir s'affronter, le 19 décembre, Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana. Un duel au goût de déjà-vu entre les deux irréconciliables rivaux de la politique malgache, dont l'affrontement était déjà à l'origine de la crise dans laquelle s'était enfoncé le pays à partir de 2009, et qui avait vu le retrait des bailleurs de fonds

internationaux. Déjà, les deux prétendants mobilisent leurs troupes et pointent les irrégularités dont ils s'estiment l'un et l'autre victimes. Mais pour la majorité des Malgaches, ce duel ne change guère un quotidien difficile.



***Un village sur la route de
Mananjary, sur la côte sud-est de
Madagascar © Franck Lefebvre-
Billiez, Défap***

S'il est une chose, à Madagascar,

qui fait consensus parmi les candidats à l'issue du premier tour de l'élection présidentielle... c'est leur unanime dénonciation du système électoral. Les chiffres sortis des urnes le 7 novembre, et qui doivent encore être proclamés officiellement par la Haute Cour constitutionnelle après leur annonce samedi par la Commission électorale nationale indépendante (Céni), promettent pour le second tour un duel aux airs de déjà-vu : en tête, Andry Rajoelina a obtenu 39,19% des suffrages. Juste derrière, Marc Ravalomanana est crédité de 35,29% des voix. Rajoelina a obtenu ses meilleures scores dans les régions côtières, Ravalomanana étant majoritaire au

centre de l'île : le second tour s'annonce âprement disputé entre les deux rivaux. Deux anciens présidents qui poursuivent leur duel dans les urnes, après avoir été tous deux écartés de la présidentielle précédente sous le poids de la communauté internationale, afin de sortir d'une crise politique interminable qui avait provoqué la fuite des bailleurs de fonds internationaux, avec des conséquences catastrophiques pour l'économie malgache.

Mais dans un pays accoutumé aux soubresauts politiques, où les élections présidentielles s'achèvent parfois par des prises

de pouvoir dans la rue, les deux rivaux ne se contentent pas de mobiliser leurs troupes dans l'optique du 19 décembre, date prévue pour le second tour. Ils ne se contentent pas de courtoiser les principaux des 34 autres candidats éliminés à l'issue du premier tour. Ils dénoncent tous deux anomalies et fraudes électorales à leur détriment. Andry Rajoelina a trouvé son angle d'attaque : le système informatique de la Cénî. «On a tout fait pour empêcher le score du candidat numéro 13 (à savoir Andry Rajoelina) d'atteindre et dépasser les 40%», a-t-il dénoncé dès lundi, réclamant un «audit» du logiciel de la Commission

électorale nationale
indépendante. «La seule idée avec
laquelle je suis d'accord est que
je suis en tête. Mais je ne suis
pas d'accord avec les
chiffres». Marc Ravalomanana n'est
pas en reste : dès mardi, l'un de
ses avocats transmettait à la
Haute Cour constitutionnelle (la
HCC) plus d'une cinquantaine de
requêtes pour «corriger certaines
irrégularités» dans les résultats
provisaires du premier tour.

Ce que cache la «bataille des ex»

Pour aller plus loin :

- [Madagascar : actualités du Défat et
fiche pays](#)
- [L'enjeu du français à Madagascar](#)
 - [Carnets de route à Madagascar](#)
- [Madagascar après les «vacances de peste»](#)

La HCC croule ainsi sous les recours. Certains candidats vont jusqu'à réclamer l'annulation pure et simple du scrutin. C'est notamment le cas de la coalition des 25 candidats qui, avant même le premier tour, dénonçaient le travail de la Cénî. Mais c'est aussi le cas du chef de l'État sortant, Hery Rajaonarimampianina, qui n'a obtenu que 8,8% des voix et se dit victime d'une «fraude massive». La commission électorale, pour sa part, défend son travail. «Nous n'avons accepté aucun ordre de quiconque dans cette élection. On n'a accordé aucun traitement de faveur à qui que ce soit», a affirmé Hery Rakotomanana, son président, dès

l'annonce des résultats provisoires du premier tour.

Une contestation généralisée qui laisse craindre de possibles troubles : aussi l'armée est-elle sortie de sa réserve, le 16 novembre, pour appeler les candidats à respecter le bon déroulement du processus électoral. «Madagascar est un État de droit, a déclaré Njatoarisoa Andriajanaka, commandant de la gendarmerie nationale. Les forces de l'ordre avertissent tout individu qui serait tenté de faire une provocation ou de semer le trouble». L'armée n'a pas toujours eu cette neutralité : en 2009, elle avait obligé Ravalomanana à

céder le pouvoir à Rajoelina. Mais Ravalomanana lui-même, en 2001, s'était déjà proclamé président avant le second tour, précipitant le pays dans une violente crise qui s'était achevée par la fuite de son prédécesseur, Didier Ratsiraka... Et voilà qu'à cette présidentielle de 2018 se retrouvaient une nouvelle fois les vieux adversaires de la politique malgache, y compris Didier Ratsiraka lui-même, qui était déjà à la tête du pays en 1975 et aujourd'hui âgé de 85 ans – même si «l'Amiral rouge», comme on le surnomme, n'a, il faut bien le dire, obtenu qu'un score purement symbolique de 0,45% des voix. L'année 2013, qui avait donné une

impression de renouvellement avec l'affrontement entre Hery Rajaonarimampianina et Jean-Louis Robinson, n'aura été qu'une parenthèse ; encore ces deux candidats bénéficiaient-ils chacun du soutien d'un «ancien» : Andry Rajoelina pour le premier, Marc Ravalomanana pour le second.

**Les présidents
changent, les défis
du quotidien
demeurent**



Derrière cette «bataille des ex» se profilent en réalité tous les maux de la politique malgache : si les formes démocratiques sont globalement respectées, la compétition pour le pouvoir se joue en fait au sein d'un tout petit groupe qui concentre l'essentiel des ressources de l'île, et reste déconnecté des besoins réels de l'immense majorité de la population. Une population pour laquelle la nourriture représente encore trop souvent la préoccupation principale, et dont la très grande majorité vit sous le seuil de pauvreté absolue de deux dollars par jour. Pendant que les

candidats à la présidentielle s'affrontent à travers leurs chaînes télévisées (Rajoelina et Ravalomanana ont chacun la leur), se déplacent en hélicoptère, multiplient les meetings avec invitation d'artistes et feux d'artifices, déplacent les foules, la population malgache s'intéresse peu au vote. D'élection en élection, le taux de participation baisse. Et au-delà du taux de participation proprement dit, le rapport du nombre de votants par rapport à la population n'a cessé de diminuer depuis 1992, partant de 37,7% pour atteindre 17,03% en 2013.

Pour beaucoup de Malgaches, la

période électorale est d'abord une période d'incertitudes et de possibles troubles ; mais au-delà, ils n'envisagent guère de changements dans leur quotidien, quel que soit le futur président. Se nourrir, se loger, voilà les vraies préoccupations quotidiennes ; l'éducation elle-même vient loin derrière. Madagascar reste le cinquième pays au monde avec le plus grand nombre d'enfants non scolarisés. Or sans accès au savoir, pas d'évolution sociale possible – dans un système éducatif qui reste très largement inégalitaire, et où le français, pourtant non enseigné en école primaire, reste le sésame indispensable pour accéder à des

études secondaires, voire supérieures. Voilà pourquoi les engagements du Défap à Madagascar tournent essentiellement autour de l'éducation : notamment autour de l'enseignement du français. D'une présidentielle à l'autre, les mêmes enjeux demeurent.

Franck Lefebvre-Billiez

Madagascar :

nourrir, accueillir, accompagner

Après un tour d'horizon des enjeux et des conditions de la présidentielle malgache, présentation d'un des projets soutenus par le Défap : l'accueil périscolaire des sœurs de Mamré, à Tananarive. Il fait partie des projets tournant autour de l'éducation où travaillent des envoyés du Service protestant de mission. Le point à travers cet article du pasteur Enno Strobel, responsable du service mission de l'UEPAL (Union des Églises

protestantes d'Alsace et de Lorraine), publié dans le dernier numéro de L'Église missionnaire.



*Envoyée du Défap à l'accueil
périscolaire des sœurs de Mamré, à
Tananarive © Enno Strobel pour
L'Église missionnaire*

Ambavahadimitafo, quartier sur une des 12 collines de Tananarive, capitale de Madagascar. Situé à proximité du palais de la reine,

célèbre emblème de la ville, il y a de l'ombre et de la lumière : une population plutôt «bourgeoise» vivant à côté de personnes extrêmement pauvres.

Il y a une vingtaine d'années, une institutrice de l'école primaire publique du quartier vient voir ses voisines, les sœurs de Mamré, communauté de diaconesses proches de la FJKM (Église réformée de Madagascar). Depuis un certain temps déjà, elle avait remarqué que les enfants avaient l'air de plus en plus fatigués, comme éteints, et ceci pendant les cours et à la récréation. Suite à cela, elle va visiter les familles des enfants, qu'elle trouve dans des

situations désastreuses. Elle découvre que bon nombre d'enfants n'a pas un repas par jour, que 7 ou 8 personnes vivent dans des espèces de baraques de 3m². Que faire ?

La première nécessité : nourrir les enfants, pour qu'ils aient la force d'être réceptifs à l'école. L'amorce d'une cantine scolaire est vite donnée. Les sœurs s'engagent à organiser les repas. La paroisse FJKM les soutient, entre autres, en leur mettant à disposition une maison. Aujourd'hui, une centaine d'enfants reçoivent un repas chaud par jour. Ils sont bien plus à en avoir besoin. Pourtant, c'est bien

plus qu'une goutte d'eau dans l'océan !

Investir dans l'éducation pour un avenir meilleur

Pour aller plus loin :

- [Madagascar : actualités du Défap et fiche pays](#)
- [Madagascar : d'une élection à l'autre](#)
 - [L'enjeu du français à Madagascar](#)
- [Carnets de route à Madagascar](#)
- [Madagascar après les «vacances de peste»](#)

Or, la nourriture seule ne suffit pas pour sortir de l'impasse d'une couche sociale vivant aux limites existentielles en permanence. L'appartenance à cette couche est quasiment bétonnée par le système

d'éducation nationale :
l'enseignement primaire se fait en malgache, le secondaire en français, sans parler des études supérieures. Mais qui maîtrise suffisamment la langue française pour réussir les examens exigeants donnant accès au secondaire ? Les familles aisées, lettrées. Celles qui se promènent en 4x4. Pas les enfants du chauffeur de taxi qui conduit une 4L des années 70, qui tombe régulièrement en panne d'essence, parce qu'il ne peut acheter que 2-3 litres de carburant à la fois avec ce qu'il a dans sa caisse (1).

Pour cela, la cantine scolaire devient accueil périscolaire. Deux

jeunes services civiques français envoyés par le Défap y sont engagés, à côté d'un animateur malgache (ancien bénéficiaire de la structure) et du cuisinier : aide aux devoirs, améliorer le niveau de français de manière ludique, un peu de loisirs et de distractions, avant de rentrer «à la maison».

Madagascar est un des pays les plus pauvres du monde. La détresse est criante, où que vous alliez. Comme dans beaucoup d'autres pays de l'hémisphère sud, ce ne sont pas les moyens qui manquent (terres précieuses, pétrole etc.), mais ils sont dévorés par la corruption et l'enrichissement des

dirigeants politiques et économiques du Nord et du Sud. Il ne reste plus grand-chose pour le peuple. Son avenir lui est confisqué. Pourquoi il ne se lève pas pour réclamer ses droits et ses biens ? Parce que la base de toute capacité de résistance à ce niveau est l'éducation, la formation, le savoir nécessaire qui donne l'estime de soi nécessaire pour montrer du doigt l'injustice, pour se défendre. Investir dans l'éducation et le bien-être de ces enfants est investir dans un avenir meilleur. Goutte à goutte on remplit la cuve !

L'UEPAL soutient la structure

**aussi via La Cause (projet n°
2018.17 du «carnet de
solidarité»).**

***Enno Strobel pour L'Église
missionnaire***

***1) Le revenu moyen à Madagascar
est de 39 euros, le SMIC s'élève à
20 euros. Un litre de carburant
coûte 1 euro.***

***Retrouvez dans la vidéo ci-dessous
une présentation de Madagascar,
des liens existant aujourd'hui
avec les Églises protestantes de
France, et des actions du Défap.***

Message final de la dixième Assemblée Générale de la Cevaa

**«Heureux ceux qui procurent la
paix». Ce verset extrait de
Matthieu 5, verset 9, qui
accompagnait le thème de l'AG
de Douala («Le chrétien et**

l'intolérance religieuse»), sert aussi d'introduction au message final qui a été adopté le lundi 22 octobre 2018, pour être adressé aux diverses Églises membres de la Communauté. Un verset qui «résonne comme une invitation à prendre au sérieux notre mission d'être artisans de paix dans le monde».



La photo de famille de la

*dixième Assemblée Générale de
la Cevaa, octobre 2018 © Cevaa*

Message final de la 10ème Assemblée Générale de la Cevaa

**Mesdames et Messieurs,
Chères sœurs et chers frères
en Christ,**

**Nous, délégué-es de la Cevaa,
réuni-es en Assemblée Générale**

**du 15 au 23 octobre 2018 à
Douala, Cameroun, vous
adressons nos fraternelles
salutations en Christ.
« Heureux ceux qui procurent
la paix » (Matthieu 5,9)
résonne comme une invitation à
prendre au sérieux notre
mission d'être artisans de la
paix dans le monde ; la Cevaa
étant une grande famille
d'Églises qui prend en
considération le fait que
c'est ensemble que nous
pouvons mieux répondre à
l'appel de Jésus-Christ.
L'Assemblée Générale composée
de plus de 60 membres s'est**

focalisée lors de ses dixièmes assises sur la thématique *Le chrétien et l'intolérance religieuse*. Se mettre du côté de celles et ceux qui sont stigmatisés dans les sociétés européennes, faire face à des intolérances intra-chrétiennes et au radicalisme chrétien, renforcer la volonté de chercher une cohabitation pacifique avec les croyants d'autres traditions religieuses, visiter l'intolérance qui habite chaque délégué-e à sa façon, cela nous a préoccupé-es dans des discussions et regards

croisés. Par le détour d'intervenants qualifiés pour insuffler des méthodes et des mécanismes face à l'intolérance, par l'étude de textes bibliques ouvrant des espaces de partage et d'interrogations, par l'écoute mutuelle des situations complexes de plusieurs Églises, nous avons ouvert un chapitre de réflexion et d'action important.

Le Secrétaire Général, dans son rapport d'activité, a constaté que presque toutes les Églises membres de la

Cevaa ont, durant les deux dernières années, eu un projet ou une visite dans le cadre de la Communauté. Trois aspects ont été soulignés avec un soin particulier :

- La Jeunesse, toujours en mouvement, a réussi à faire adopter une nouvelle stratégie Jeunesse qui cadre son activité et ouvre de nouvelles possibilités.**
- Le Projet Solidarité Santé a présenté son rapport final après trois ans de travail pour renforcer dix hôpitaux d'Églises. Une délégation de**

**l'Église évangélique
vaudoise d'Italie, qui a
financé le projet à travers
sa structure « Otto Per
Mille » (OPM), a rejoint
l'Assemblée pour souligner
la qualité du travail
effectué. La chargée de
mission pour la Santé, la
Dr. Mathilde Guidimti, a
reçu le mandat de faire un
rapport pour poursuivre sa
mission. Une plaquette
d'information est à
disposition.**

- L'Action Commune décidée au
Sénégal en 2014 a été mise
en œuvre dans nos Églises et**

à travers un certain nombre de séminaires régionaux. Alors qu'elle est arrivée au terme d'un intense travail autour du thème, les délégué-es ont décidé de la poursuivre encore deux ans.

Pour aller plus loin :

- [Cameroun : fiche pays et actualités du Défap](#)
- [Cameroun : la mosaïque des protestantismes](#)
- [Profession : sauveteurs d'hôpitaux](#)
- [Cameroun : un voyage pour renouer trente ans de liens solidaires](#)
- [Cameroun : un voyage, des rencontres, et des projets solidaires](#)

L'Assemblée a reçu avec joie l'adhésion complète de l'Église Protestante de la Réunion. Des boursiers

continuent leurs études, une dizaine de personnes sont engagées dans la Communauté pour servir une autre Église en tant qu'envoyé-e. Des séminaires de formation biblique et d'animation (AEBA) ont été dispensés dans plusieurs régions fidèlement à l'appel de la Cevaa : la p/Parole au peuple. Ces formations dispensées aux femmes étaient aussi des occasions de rencontres au-delà des frontières d'Églises. Le secteur des projets a distribué un « Guide pratique pour l'élaboration des projets

Cevaa » que les directions des Églises et les délégué-es ont reçu ; il devra être rendu disponible pour tout organisme propre aux Églises qui développera l'idée de soumettre un projet. Des copies supplémentaires sont à commander au secrétariat de la Cevaa. En outre, l'Assemblée a discuté et adopté une procédure clarifiant le processus d'élection au sein de la Communauté.

La Cevaa est aussi en lien avec différentes instances et nous avons pu saluer des

invités et écouter des messages de la Conférence des Églises de toute l'Afrique (CETA), et des organisations missionnaires : DM échange et mission à Lausanne (Suisse), Défap à Paris (France), VEM à Wuppertal (Allemagne). Ils ont tous souligné la pertinence de notre thème concernant l'intolérance religieuse.

Les délégué-es ont dû traiter une thématique douloureuse : la diminution importante de certaines contributions financières. Il fallait donc et il faudra encore dans

l'avenir, resserrer les secteurs d'activité et le soutien à des projets de la Communauté. En groupes régionaux et en groupes multi-régions, l'Assemblée Générale a trié dans les possibilités d'augmenter les recettes et de diminuer les dépenses. Mais à moyen terme, les Églises membres de la Cevaa devront augmenter substantiellement leur solidarité par des dons importants, et peut-être la Cevaa devra-t-elle chercher à soutenir certains projets et activités par des fonds extérieurs aux Églises. Le

**budget adopté pour 2019 est
fortement déficitaire.**



*Travaux de groupes lors de la dixième Assemblée Générale de la
Cevaa, octobre 2018 © Cevaa*

**Mais nous avons aussi pris
conscience que bientôt (en
2021) la Cevaa fêtera ses 50
ans. Une joie partagée par
tou-te-s les délégué-es ; de
nombreux projets sont**

proposés. Cela confirme le désir intense de rester en communion et en interaction. En groupe de travail et avec l'appui du Conseil Exécutif de la Cevaa, quelques projets seront choisis et réalisés. Les idées gravitent autour de trois axes : repenser la vision de la Cevaa, célébrer et fêter, trouver un moyen de créer quelque chose qui reste, tel un livre de prières ou des chants.

Pendant la traditionnelle rencontre des femmes, les hommes se sont aussi réunis.

Cette inhabituelle réunion a permis de découvrir que de nombreuses Églises créent des liens entre les hommes à travers différentes structures, et certaines vont probablement s'en inspirer pour oser rassembler aussi les hommes entre eux.

Le culte d'ouverture mené avec entrain et joie par l'Union des Églises baptistes du Cameroun en collaboration avec l'Église évangélique luthérienne du Cameroun, a encouragé les délégué-es à vivre cette Assemblée Générale

dans la joie du Seigneur. Accueillie par des chants et de nombreuses salutations, dont celle du Délégué du gouvernement auprès de la Communauté urbaine de Douala, l'Assemblée Générale s'est déroulée dans un climat de confiance mutuelle et d'ouverture les uns envers les autres. Le culte de clôture célébré à Béthel, dans le quartier d'Akwa, a porté dans la prière les défis à relever, et l'envoi pour continuer à vivre ensemble l'Évangile et l'Église en mission.

Nous confions à votre intercession différents sujets de prière qui ont été soulevés durant l'Assemblée :

- Les Églises qui sont menacées de divisions internes ;**
- Les Églises afin qu'elles vivent l'appel du Christ à procurer la paix et non l'intolérance religieuse ;**
- Pour les nombreux pays dans lesquels vivent et se développent les Églises membres de la Cevaa, et qui connaissent des contextes politiques inquiétants ou**

instables ;

- Pour les familles qui cherchent un équilibre entre cultures et Évangile, entre traditions et ouverture ;**
- Pour la vie financière de la Communauté ;**
- Pour les délégué-es qui étaient absent-es pour des raisons de santé ou autres événements.**

Nous vous saluons très fraternellement et espérons continuer à tisser des liens entre les Églises membres de la Cevaa, afin de renforcer toujours plus le témoignage de

la vie et de l'œuvre de Jésus-Christ.

**Cameroun :
retour en
images sur la
dixième AG de**

La Cevaa

Ce grand rendez-vous réunissant les délégués des 35 Églises membres de la Cevaa, dont font partie les Églises constitutives du Défap (EPUdF, UEPAL et Unepref), s'est tenu du 15 au 24 octobre 2018 à Douala, capitale économique du Cameroun. Avec notamment des réflexions sur la vie financière et sur les célébrations des cinquante

ans de la Cevaa en 2021.
L'ensemble de cette
Assemblée Générale était
placé sous le thème «Le
chrétien et l'intolérance
religieuse», qui a donné
lieu à divers ateliers,
séances d'animation et
tables rondes. Résumé en
images.

Aperçus de l'Assemblée Générale de la Cevaa au Cameroun

Début de la dixième

**Assemblée Générale et
information des délégués
sur le déroulement des
groupes de maison et des
ateliers, culte
d'ouverture à Nazareth
Deïdo (UEBC) : retrouvez
en images... et en
musique, les principaux
moments de la première
journée de l'AG de la
Cevaa à Douala, le lundi
15 octobre 2018.**

**Et pour conclure, un
extrait musical de la
matinée du 15 octobre :**

Solidarité

avec Haïti après le séisme du 6 octobre

**Un bilan toujours
provisoire de 17
morts et près de 350
blessés, des milliers**

de bâtiments endommagés dont des écoles, des hôpitaux, des églises... Depuis le séisme du 6 octobre qui a frappé le Nord-Ouest d'Haïti, le Défap se tient en contact étroit avec la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (la FEPPH) et avec ses

**divers partenaires de
la Plateforme Haïti
pour tenter d'évaluer
les besoins sur
place. Une réunion
d'urgence du comité
Solidarité
protestante est
prévue vendredi :
elle sera consacrée à
Haïti et à
l'Indonésie, deux
régions frappées par**

des tremblements de terre.



***Une vue des dégâts dans
une école de Gros
Morne © FEPH***

**La première secousse, de
magnitude 5,9, s'est
produite au soir du
samedi 6 octobre ; et**

depuis les répliques se succèdent au Nord-Ouest d'Haïti, aggravant les premiers dégâts et ravivant tous les traumatismes du tremblement de terre de 2010. Le ministère de l'Intérieur haïtien a fait état mardi de 17 morts et près de 350 blessés, dont 9 morts dans la ville côtière de Port-de-Paix, la plus

**proche de l'épicentre,
et 7 dans la commune de
Gros Morne, plus au sud,
du côté de l'Artibonite.
Les dégâts sur les
constructions et les
infrastructures sont
très importants : des
centaines de maisons
détruites, des milliers
plus ou moins gravement
endommagées ; mais aussi
des écoles, des
hôpitaux, des églises...**

Au cours des heures qui ont suivi la première secousse, nombreux ont été ceux qui ont préféré dormir à l'extérieur, dans des campements de fortune, par crainte de voir les bâtiments s'effondrer.

La « peur du

béton»

Pour aller plus loin :

- [L'actualité du Défap en Haïti](#)
- [PLATEFORME HAÏTI : Présentation sur le site de la Fédération protestante de France](#)
- [Le site de la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti](#)

Le Défap se tient en contact étroit avec la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (la FEPH) et avec ses divers partenaires de la Plateforme Haïti pour tenter de recenser les besoins sur place. Dès

**le dimanche matin, une
équipe du bureau central
de la FEPH a quitté
Port-au-Prince pour
procéder à une première
évaluation. Elle était
composée de Christon
Saint-Fort, directeur
exécutif, de Joël
Hilaire, officier de
projets et d'Ingrid
Hardouin, chargée
d'appui aux
partenariats. Elle s'est**

rendue en compagnie des équipes régionales dans les communes de Gros Morne, de Port-de-Paix et de Saint-Louis du Nord, les trois villes les plus affectées par le tremblement de terre. La FEPH, grâce à son réseau de 3000 écoles protestantes, revendique la scolarisation 300.000 enfants. Elle est soutenue directement par

**le Défap à travers des
financements directs et
à travers ses envoyés ;
elle fait aussi partie
des partenaires
privilégiés de la
Plateforme Haïti, mise
en place sous l'égide de
la Fédération
protestante de France et
où le Défap se retrouve
aux côtés de divers
acteurs du
protestantisme français**

**impliqués dans ce pays,
comme La Cause ou la
Mission Biblique.**



Bâtiment endommagé par le séisme © FEPH

**Au niveau des seuls
établissements
scolaires, la FEPH fait**

état de 34 écoles endommagées à Gros Morne, huit à Port-de-Paix et une école à Saint-Louis du Nord, et évoque le besoin d'un appui psycho-social dans les communautés scolaires. Surtout, son rapport décrit une population traumatisée. «Si l'on ne peut pas parler de crise humanitaire majeure, de

nombreux besoins sont existants et justifiés suite à cette catastrophe. Les zones visitées étaient déjà dans une situation vulnérable avant le tremblement de terre, ce dernier ne fait qu'aggraver la situation. Sur le chemin, nous avons croisé de nombreuses familles avec des

enfants qui quittaient la région. Dans les rues, on observe aussi de nombreuses familles avec enfants, en sacs à dos, cherchant à quitter la ville. Les familles qui restent, quant à elle, sont rassemblées à l'extérieur dans la rue. Elles se sentent plus en sécurité devant leurs maisons, il y a une réelle «peur du béton».

Donc, aucun camp de sinistrés ni d'abri provisoire n'a été remarqué. (...) N'oublions pas que nous sommes en pleine saison des pluies et que l'infiltration peut aggraver les dommages. (...) À ce jour, toutes les écoles des zones sinistrées sont fermées même si aucune décision ministérielle n'a été prise dans ce

sens . »

**Une réunion
d'urgence du
comité
Solidarité
protestante**



L'équipe de la FEPH partant évaluer les besoins © FEPH

Les infrastructures hospitalières se sont révélées insuffisantes pour faire face à l'afflux des victimes à soigner. «L'hôpital

**Béraca à Port-de-Paix»,
n'ayant «subi aucun
dégât majeur (...) est le
seul hôpital de la
région à pouvoir
recevoir les nombreux
blessés», indiquait
dimanche soir Jean-
Claude Raynaud, de la
Mission Biblique. Et les
secousses ayant été
ressenties jusqu'à Port-
au-Prince, c'est toute
la population haïtienne**

**qui vit désormais dans
l'angoisse et le
souvenir du tremblement
de terre de 2010, qui
avait fait alors plus de
230.000 morts. «La
panique est générale,
nationale, même si les
dégâts sont enregistrés
surtout dans les
départements du Nord-
Ouest et du Nord»,
commentait, également
dimanche soir, Fritz**

**Bissereth, directeur
d'ADRA-Haïti.**

**Outre la mobilisation
des partenaires de la
Plateforme Haïti, une
réunion d'urgence du
comité Solidarité
protestante est prévue
vendredi à Paris : elle
sera consacrée à Haïti
et à l'Indonésie, deux
régions frappées par des
tremblements de terre.**

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :



- la [Mission Biblique](#)
 - le [Service protestant de mission – Défap](#)
 - la [fondation La Cause](#)
 - le [SEL \(Service d'Entraide et de Liaison\)](#)
 - [ADRA-France](#)
 - l'[Église du Nazaréen](#)
 - [Réforme](#)

Rencontres avec l'Église Protestante

**Africaine :
«la mission
se
construit à
trois»**

**Si l'Église
Protestante Africaine**

ne fait pas partie
des partenaires
historiques du Défap,
des rapprochements
ont lieu depuis
quelques mois. Ils
ont été initiés à
travers la composante
française de l'EPA,
qui, en nouant des
liens avec les
Églises de France, a
permis d'entrer en

**relation avec
l'Église mère au
Cameroun. Souvent
aujourd'hui, la
mission implique
ainsi un triptyque :
une Église issue de
l'immigration, son
«Église mère», et les
Églises de France.**



***Exemple d'action de
l'EPA : un groupe de
pygmées musiciens ©
Défap***

**L'EPA (Église
Protestante
Africaine) est une
Église presbytérienne
(réformée)
camerounaise qui a**

**pour spécificité de
faire ses cultes en
langues locales.
C'est une composante
forte de son histoire
: issue, à l'origine,
des travaux de la
mission
presbytérienne
américaine, elle a
commencé à
s'organiser comme une**

**Église autonome en
1934 précisément par
souci de la défense
de la langue kwasio,
un dialecte employé
principalement en
Guinée équatoriale,
mais également au
Cameroun dans la
région du Sud.
Initialement
concentrée dans la**

**région de Lolodorf,
l'Église s'est
étendue depuis à
d'autres régions du
pays.**

**L'EPA n'est pas un
partenaire historique
du Défap. Pourtant,
ses orientations
théologiques auraient
pu nous rapprocher,
mais les aléas de**

**l'histoire en ont
décidé autrement et
l'avaient conduite à
développer des liens
plutôt avec le
Département
Missionnaire Suisse :
DM-échange et
mission, l'équivalent
du Défap pour les
Églises protestantes
de Suisse**

francophone.

**Être
ensemble
missionnaire
s ici et là
bas**



Un temple de l'Église Protestante Africaine © Défap

**Mais, depuis quelques
mois, de nouvelles
relations naissent et
se développent. Elles
sont le fruit de**

**rencontres entre des
paroisses de l'Epudf
(Église protestante
unie de France), de
l'Uepal (Union des
Églises protestantes
d'Alsace et de
Lorraine), les
communautés de l'EPA
en France et le
Défap. C'est parce
que la composante**

**française de l'EPA
est en train de se
rapprocher des
Églises de France que
nous sommes entrés en
relation avec
l'Église mère au
Cameroun de manière à
mieux la connaître et
la comprendre. Nous
pourrons ainsi mieux
accueillir ces frères**

**et sœurs camerounais
et être ensemble
missionnaires ici et
là bas !**

**Comme souvent
aujourd'hui, la
mission se construit
à trois : une Église
issue de
l'immigration,
l'Église «mère» et
nos Églises de**

**France. C'est dans
cet esprit que le
Secrétaire Général de
l'EPA, le pasteur
Massaga, est venu en
France visiter leurs
communautés et
rencontrer le
président de la
Fédération
protestante de France
(FPF), le pasteur**

**François Clavairolly,
ainsi que le Défap.
Ces diverses
rencontres qui ont eu
lieu début octobre
permettent
d'envisager de beaux
rapprochements dans
un avenir proche.**

**Un livre
sur
l'aventure**

**du temple
de
Djibouti**



LE NOUVEAU TEMPLE PROTESTANT DE DJIBOUTI

Nicolas Westphal



Éditions
Olivétan

*Extrait de l'ouvrage «Le nouveau temple
protestant de Djibouti» © éditions Olivétan*

**Qui, mieux qu'un
architecte, peut**

**explorer et exprimer
les relations entre
un lieu et la
communauté humaine
qui y vit ? Surtout
quand ce lieu est un
temple, et que
l'architecte est
aussi théologien... Le
livre publié par
Nicolas Westphal aux
éditions Olivétan**

porte ainsi un regard
irremplaçable sur les
années d'aventure
qu'a représenté le
chantier du temple de
Djibouti. Un chantier
qui a associé,
pendant près de dix
années, de multiples
partenaires au
premier rang desquels
la Ceeefe,

**propriétaire des
lieux, les Églises
protestantes de
France apportant une
aide financière, et
le Défap.**

**L'histoire de
l'Église protestante
évangélique de
Djibouti (Eped) en
fait une communauté
unique, tout comme**

**son temple. Elle
trouve son origine
dans l'aumônerie des
troupes françaises
stationnées à
Djibouti. Le chantier
du temple avait
débuté en 1962, avec
l'aval du gouverneur
de l'époque, et sur
un terrain alors
apporté par**

**l'Assemblée
Territoriale, à
majorité musulmane.
Le montage financier
avait impliqué à la
fois des fonds venus
des Églises Réformées
de France et des
fonds publics, sous
la forme d'une aide
du FIDES (Fonds
d'Investissement et**

**de Développement
Économique et
Social). Lorsqu'était
née la République de
Djibouti, à la suite
du référendum
d'autodétermination
de 1977, les
bâtiments étaient
devenus propriété de
la Ceeefe (Commission
des Églises**

**évangéliques
d'expression
française à
l'extérieur), le
Défap assumant la
responsabilité de
cette paroisse
unique. Dans ce lieu
instable, à la fois
sur le plan politique
et sur le plan
démographique, avec**

**un renouvellement
régulier des membres
de l'Église, le
temple assurait un
rôle indispensable
d'ancrage pour toute
la communauté. Mais
le bâtiment construit
dans les années 60
avait mal vieilli, sa
rénovation devenait
nécessaire : un gros**

**chantier et un défi
pour l'Eped et pour
tous les partenaires
impliqués, notamment
le Défap, et à
travers lui les
Églises protestantes
de France. Un projet
qui, au-delà du
temple lui-même,
devait concerner tous
les bâtiments**

**attendants, presbytère
et salles
paroissiales, avec de
nombreuses
implications sociales
et en termes de
formation.**

«Un lieu

**d'accueil,
de
rencontre»**

**«Construire ou
reconstruire un
temple dans un pays
musulman où les
protestants sont
ultra-minoritaires
est une entreprise**

**peu banale», souligne
la présentation du
livre. «Loin de toute
revendication
identitaire, la
communauté
protestante de
Djibouti a voulu
offrir à la
population de la
ville, un lieu
d'accueil, de**

rencontre
respectueuse, de
convivialité, de
prière aussi. Le
grand mérite de
l'architecte Nicolas
Westphal a été de ne
pas arriver à
Djibouti avec un
projet ficelé dans
son cabinet en
France, mais de

**s'imprégner du
terrain : les
matériaux locaux,
l'architecture
traditionnelle, le
climat, les attentes
spirituelles des
gens... pour élaborer
peu à peu, sur place
et en tenant compte
de multiples
contraintes, une**

**réalisation
architecturale qui
force l'admiration et
le respect. Jouant
habilement entre le
dedans et le dehors,
entre l'ombre et la
lumière, entre
l'intime et le
collectif, le nouveau
temple de Djibouti
sera à n'en pas**

**douter un lieu
privilegié à Djibouti
pour vivre la
rencontre, la
convivialité et la
quête de
spiritualité.»**

**L'inauguration du
temple rénové a eu
lieu le dimanche 6
novembre 2017, lors
d'un culte présidé**

**par Bernard Antérion,
président de la
Ceeefe et Jean-Luc
Blanc, responsable du
service Relations et
Solidarités
Internationales au
Défap. Nicolas
Westphal, présent
tout au long de ce
chantier de longue
haleine, y assistait.**

**Cette cérémonie
marquait pour lui la
conclusion d'un
investissement
personnel allant bien
au-delà du travail
d'architecte et
impliquant recherche
de fonds, mise en
place de montages
innovants pour
permettre au chantier**

**de se poursuivre
lorsque les
financements
manquaient... sans
jamais perdre de vue
ce que représentait
pour lui ce bâtiment
vieilli, aux
structures porteuses
attaquées par le sel,
qu'il avait fallu
consolider de**

**l'intérieur en
l'évidant comme une
noix, pour construire
un nouveau temple au
cœur de l'ancien, en
laissant toute sa
richesse à l'espace
et toute sa place à
la lumière.**

L'aventure continue pour l'Eped



«Le nouveau temple protestant de Djibouti», par Nicolas Westphal, paru le 15 septembre 2018 aux éditions Olivétan, 16,00 €

«La composition architecturale», écrit-il aujourd'hui, «touche la pensée qui lit et interprète ce qu'elle voit, mais aussi et plus directement le corps qui détecte les qualités du lieu où il se tient, comment il est entouré,

**porté, éclairé,
lorsqu'il est
immobile ou lorsqu'il
se déplace. La
composition associe
la lecture de la
pensée et les
sensations du corps
pour créer du sens,
éveiller des
émotions, pour nous
«parler» en quelque**

**sorte, comme on dit
parfois «ce lieu me
parle». La**

**composition
architecturale
s'adresse à notre
pensée, à notre
mémoire, à notre
corps.»**

**Fait significatif,
l'édition de ce livre
a reçu le soutien de**

**l'ambassade de France
à Djibouti. Dans la
préface de l'ouvrage,
Christophe Guilhaou,
ambassadeur de France
à Djibouti, tient
d'ailleurs à saluer
«le gouvernement
djiboutien qui montre
depuis longtemps sa
bienveillance vis-à-
vis des institutions**

**religieuses non
musulmanes résidant
sur son territoire
(l'installation de
l'Église Protestante
de Djibouti sur le
Boulevard de la
République en 1963 en
était déjà le
signe) . »**

**L'inauguration de
novembre 2017, et le**

**livre désormais
disponible aux
éditions Olivétan,
marquent un
aboutissement, mais
non une fin :
l'aventure continue
pour l'Eped. Car
autour du temple
proprement dit, les
salles déjà en
fonctionnement depuis**

**plusieurs années ont
permis d'accueillir
un centre de
formation. Entre 2015
et 2017, il a ainsi
accueilli une
trentaine de jeunes
en situation de
handicap moteur dans
le cadre d'un projet
éducatif financé avec
l'aide de l'Union**

**Européenne et du
Défap, pour une
formation
professionnelle au
métier d'assistant
gestionnaire de
réseau informatique
et aux notions
d'entreprenariat.**

**Depuis décembre 2017,
il accueille pour une
durée de 18 mois,**

**avec le soutien
financier de
l'organisation «Pain
pour le monde», 36
jeunes Djiboutiens
dont 40% de jeunes
filles pour une
formation aux métiers
d'entretien, de pose
et maintenance des
panneaux solaires
photovoltaïques.**

**Autre projet :
l'accueil de réfugiés
pour des formations
professionnelles en
électricité,
maçonnerie, couture,
énergies
renouvelables et
entretien de surfaces
en partenariat avec
le Haut Commissariat
pour les Réfugiés de**

1'ONU.